QUESTIONNAIRE À L'INTENTION DU COMMISSAIRE DÉSIGNÉ**Glenn MICALLEF****Équité intergénérationnelle, jeunesse, culture et sport****1. Compétence générale, engagement européen et indépendance personnelle**

Quels sont les aspects de vos qualifications et de votre expérience personnelle qui sont particulièrement utiles pour accéder à la fonction de commissaire et promouvoir l'intérêt général européen, en particulier dans le domaine dont vous auriez la charge? Quelle sera votre contribution à la mise en œuvre des orientations politiques de la Commission? Comment entendez-vous mettre en œuvre l'intégration de la dimension de genre et tenir compte de la dimension hommes-femmes dans tous les domaines d'action de votre portefeuille? Comment entendez-vous mettre en œuvre l'intégration de la dimension jeunesse?

Quelles garanties d'indépendance êtes-vous en mesure de donner au Parlement et comment feriez-vous en sorte que vos éventuelles activités passées, actuelles ou futures ne puissent pas jeter le doute sur l'exercice de vos fonctions au sein de la Commission?

La présidente élue M^{me} von der Leyen m'a confié, en tant que commissaire désigné, le tout premier portefeuille de l'équité intergénérationnelle, de la jeunesse, de la culture et du sport. C'est un grand honneur pour moi. Je considère ce portefeuille comme un investissement stratégique dans l'avenir de l'UE, la démocratie et le bien-être de ses citoyens, qui leur apportera des avantages tangibles et leur donnera les moyens de déployer leur plein potentiel.

Je pense que mes qualifications et mon expérience m'ont bien préparé à promouvoir l'intérêt général européen. Ma passion pour le projet européen remonte à l'époque de mon stage au Parlement européen. Depuis lors, j'ai occupé à Malte diverses fonctions liées à l'UE, dont celles de directeur général au département de coordination de l'UE (2018-2020), de chef de cabinet du Premier ministre (2020-2024) et de sherpa du Premier ministre et de conseiller aux affaires européennes (2020-2024).

En raison des fonctions que j'ai assumées par le passé, et en particulier des plus récentes, qui m'ont permis de participer à toutes les discussions du conseil des ministres ces quatre dernières années, j'ai acquis une connaissance personnelle de plusieurs défis auxquels sont confrontés les secteurs relevant du portefeuille qui m'a été confié en tant que commissaire désigné, et je suis conscient des nombreuses possibilités d'action dans ces domaines.

J'ai également joué un rôle très actif dans des organisations de jeunesse, sportives et culturelles aux niveaux local, national et international. J'ai été président du conseil et membre de la St John's Co-Cathedral Foundation, vice-président d'un club de football local, vice-président et secrétaire international de la jeunesse travailliste (Malte), président de l'Union des étudiants socialistes et membre de la commission de contrôle de l'Union internationale de la jeunesse socialiste. Je pense que toutes ces expériences de terrain m'ont permis de «vivre» le portefeuille qui m'a été confié et ont été une source d'enseignements précieux, dont le premier est la conscience du rôle crucial joué par les bénévoles et les autres parties prenantes dans ces secteurs. Je me réjouis à la perspective de collaborer étroitement avec le Parlement européen et le Conseil afin de tirer parti des nombreuses possibilités d'agir dans chacun des secteurs de mon portefeuille d'attribution.

Si ma désignation est confirmée, le soutien apporté aux personnes et le renforcement de notre société et de notre modèle social seront au cœur de mon travail visant à promouvoir l'équité intergénérationnelle en Europe. Pour mener à bien cette mission, je continuerai à œuvrer pour permettre aux enfants et aux jeunes d'Europe d'être des acteurs du changement, en leur donnant les moyens de faire évoluer les choses dans les domaines de la durabilité et de la solidarité intergénérationnelle, et pour élaborer une stratégie globale sur l'équité intergénérationnelle qui tienne pleinement compte de l'impact, sur les générations futures, des décisions que nous prenons aujourd'hui, ainsi que des points de vue exprimés par tous les groupes d'âge. La création et la mise en œuvre du comité

consultatif des jeunes auprès de la présidence et des dialogues annuels avec les membres du collège sur la politique en faveur de la jeunesse, dont les résultats alimenteront naturellement la stratégie sur l'équité intergénérationnelle, font partie des principales réalisations attendues. Je me réjouis d'entamer les dialogues sur la politique en faveur de la jeunesse au cours des 100 premiers jours de mon mandat et je collaborerai étroitement avec les autres commissaires pour soutenir l'organisation de leurs propres dialogues. Si je suis confirmé en tant que commissaire, j'assurerai également l'intégration de la dimension jeunesse en mettant en place un «test jeunesse», qui s'appliquera à toute une série d'initiatives de la Commission ayant une importance significative pour les jeunes.

La culture joue un rôle crucial dans l'Union européenne. Notre tissu culturel riche et diversifié est un bien public qui améliore la qualité de vie de nos citoyens et leur santé mentale, tout en favorisant un sentiment d'appartenance. Il soutient aussi notre économie, la prospérité durable de l'Europe et sa compétitivité. Le point de départ de nos travaux dans ce domaine sera la «boussole culturelle» – notre vision du secteur pour le prochain mandat et au-delà.

Si ma désignation est confirmée, je m'emploierai, en pleine collaboration avec la présidente et tous les membres du collège, à faire en sorte que les orientations politiques et les responsabilités collectives du collège à l'égard des citoyens de l'Union soient pleinement et rapidement mises en œuvre.

L'égalité de genre dans toutes les politiques est un engagement de l'UE, consacré par les traités et la charte des droits fondamentaux. Je m'engage, si je suis confirmé en tant que commissaire, à soutenir l'intégration de la dimension de genre dans les différents domaines d'action relevant de mon portefeuille. Je m'attaquerai aux disparités entre les hommes et les femmes, promouvoir l'égalité et le respect mutuel et ferai progresser l'égalité de genre par la diplomatie culturelle et la diplomatie sportive internationales. Je mettrai également en œuvre la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse afin de lutter contre les inégalités combinées de genre et d'âge. En ce qui concerne les programmes relevant de ma responsabilité, je m'engage à veiller à ce que ces instruments comportent toujours une dimension affirmée d'inclusion sociale et d'intégration des questions de genre.

Je suis pleinement conscient que le plus haut degré d'indépendance est requis en tant que membre du collège des commissaires, en vertu de l'article 17, paragraphe 3 du TUE et de l'article 245 du TFUE ainsi que du code de conduite des commissaires. Au cours de ma carrière dans l'administration publique, j'ai maintenu une stricte indépendance par rapport à toute autre fonction que j'ai exercée. Dans le cadre de mes fonctions, j'ai été guidée exclusivement par l'intérêt public général et j'ai agi dans le strict respect de toutes les règles et procédures applicables. Je m'engage pleinement à maintenir ces normes éthiques d'indépendance, d'intégrité professionnelle et d'intérêt général. Je n'agirai que dans l'intérêt public européen, je n'accepterai ni ne solliciterai d'instructions d'aucun gouvernement ou autre institution, organe ou organisme. Je respecterai le code de conduite des membres de la Commission européenne, notamment ses dispositions relatives aux conflits d'intérêts. Je souligne aussi qu'il n'existe aucune source de conflit d'intérêts potentiel en ce qui concerne les domaines d'action qui me sont assignés.

2. Gestion du portefeuille et coopération avec le Parlement européen

Pouvez-vous vous engager à informer dûment le Parlement de vos actions et de celles de vos services? À quels égards considérez-vous devoir rendre des comptes au Parlement?

Dans quelle mesure êtes-vous prêt à vous impliquer auprès du Parlement et quels engagements spécifiques êtes-vous prêt à prendre en ce qui concerne votre présence tant en commission qu'en séance plénière ainsi qu'en ce qui concerne la transparence, la coopération et la prise en compte effective des positions et demandes d'initiative législative du Parlement? Concernant les initiatives envisagées ou les procédures en cours, êtes-vous prêt à informer le Parlement en temps utile et à lui fournir des documents sur un pied d'égalité avec le Conseil?

Je crois fermement au pouvoir du dialogue. Dans toutes les fonctions que j'ai assumées, je me suis toujours donné comme mission de nouer un dialogue constructif avec les homologues et partenaires dans tous les domaines, afin d'atteindre des objectifs communs. C'est vraiment dans cet esprit que j'entends dialoguer avec le Parlement européen tout au long de mon mandat s'il confirme ma désignation.

J'établirai des canaux de communication réguliers et structurés avec les présidents, vice-présidents et coordinateurs de la commission compétente et proposerai systématiquement de rencontrer ces interlocuteurs clés. Je m'engage à maintenir un canal de communication ouvert avec la commission CULT et à organiser des réunions régulières avec cette dernière. Ce sera aussi un plaisir pour moi de participer à des débats en plénière au Parlement sur des sujets relevant de mon portefeuille.

Bien entendu, je me réjouis aussi de participer régulièrement aux réunions de la commission CULT et me tiendrai à la disposition du Parlement européen pour répondre à toute demande de sa part en vue d'un débat sur des questions relevant de mon portefeuille, selon le format le plus approprié, comme le prévoient les orientations politiques 2024-2029 de la présidente élue von der Leyen. Ainsi que le prévoient également les orientations politiques, je m'engage à présenter chaque année à la commission CULT et à la formation du Conseil «Éducation, jeunesse, culture et sport», un rapport sur les progrès accomplis, axé sur l'équité intergénérationnelle, la jeunesse, la culture et le sport. Je mettrai également en place des procédures internes spécifiques entre mon futur cabinet et mes futurs services afin de veiller à ce que toutes les résolutions, questions et pétitions parlementaires relevant de ma responsabilité reçoivent une réponse en temps utile.

Si je suis confirmé, je respecterai, dans mes contacts avec les membres du Parlement européen, l'accord-cadre de 2010 entre le Parlement et la Commission et l'accord interinstitutionnel «Mieux légiférer» de 2016. Je soutiens la révision de l'accord-cadre de 2010 et le renouvellement de l'accord «Mieux légiférer» de 2016, tels que proposés dans les orientations politiques 2024-2029, et je travaillerai en étroite collaboration avec les commissaires compétents.

Je m'engage aussi à dialoguer de manière constructive avec le Parlement européen dans le cadre de l'article 225 du TFUE, notamment en participant à des dialogues structurés avec la commission CULT. Je me réfère ici à l'engagement pris par la présidente élue von der Leyen, dans les orientations politiques 2024-2029, de répondre aux résolutions du Parlement par une proposition législative lorsque la demande en est faite, dans le plein respect des principes de proportionnalité, de subsidiarité et d'amélioration de la législation.

Le renforcement du partenariat spécial entre le Parlement européen et la Commission et la transparence du processus d'élaboration des politiques sont deux piliers essentiels pour mettre en œuvre des politiques efficaces. En outre, il s'agit là d'éléments primordiaux pour accroître la confiance des citoyens dans le projet européen.

Je reconnais pleinement l'importance de l'égalité d'accès aux informations pour les colégislateurs.

Je souligne enfin qu'il n'existe aucune source de conflit d'intérêts potentiel en ce qui concerne les domaines d'action qui me sont assignés.

Questions de la commission de la culture et de l'éducation

3. Quelle est votre vision pour l'avenir de la politique de l'Union européenne en faveur de la jeunesse, tant en ce qui concerne les priorités stratégiques que les ressources budgétaires de l'Union disponibles? En particulier, comment comptez-vous veiller au bon fonctionnement du suivi de l'Année européenne de la jeunesse, de la mise en œuvre du «test jeunesse» et de la coordination des dialogues annuels sur la politique de la jeunesse dans la pratique? Par ailleurs, comment comptez-vous veiller à ce que les demandes et l'engagement spécifiques des jeunes continuent d'être pris en compte au cours des cinq prochaines années, tant en ce qui concerne l'élaboration des politiques que les processus décisionnels? Quelles autres mesures comptez-vous prendre pour concrétiser l'intégration et la participation des jeunes à la vie démocratique et à la future stratégie sur l'équité intergénérationnelle?

La présidente von der Leyen s'est clairement engagée à agir pour que les jeunes aient davantage de liberté et de responsabilités au sein de nos sociétés et de nos démocraties et, si ma désignation est confirmée, j'œuvrerai sans relâche à la réalisation de cet objectif avec toutes les parties prenantes. Ma priorité sera de renforcer encore la participation des jeunes à la vie démocratique et de faire en sorte que leurs points de vue soient pris en compte dans l'élaboration des politiques, en instaurant des pratiques d'intégration de la dimension de la jeunesse dans l'ensemble de la Commission. Je suis pleinement déterminé à veiller à ce que l'Année européenne de la jeunesse 2022 laisse une empreinte durable et significative, et j'aiderai chaque membre du collège dans l'organisation des dialogues annuels sur la politique de la jeunesse, dont le premier aura lieu au cours des 100 premiers jours de la mandature. Ces dialogues sont un moyen de recueillir les points de vue des jeunes et de les prendre en considération dans l'élaboration des politiques de l'UE, ce qui favorise une approche plus inclusive et réactive tout en nous permettant de promouvoir nos valeurs fondamentales.

Les dialogues viendront compléter le «test jeunesse», que la Commission appliquera à partir de 2025 afin que les points de vue des jeunes soient pris en compte dans la préparation des initiatives qui intéressent le plus la jeunesse. Ces mesures témoignent de la détermination de la Commission à être à l'écoute des idées proposées par les jeunes, comme cela lui a été demandé dans le cadre du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse et d'autres initiatives menées par les jeunes. Je m'emploierai à faire de la mise en œuvre du «test jeunesse» un succès. En appliquant ce

«test jeunesse», la Commission examinera les grandes initiatives de son programme de travail annuel afin de vérifier si elles présentent un intérêt significatif pour les jeunes; dans l'affirmative, elle organisera des consultations spécifiques auprès des jeunes. Cette approche permettra non seulement d'adapter notre processus d'élaboration des politiques aux enjeux du futur, mais aussi de promouvoir l'équité intergénérationnelle dans l'ensemble de nos politiques. Je collaborerai avec le commissaire chargé de l'économie et de la productivité, de la mise en œuvre et de la simplification pour faire en sorte que le «test jeunesse» soit mis en œuvre en exploitant pleinement les outils d'amélioration de la réglementation.

Offrir aux jeunes des possibilités de participer à des programmes de l'UE est l'un des meilleurs moyens de mettre en évidence le potentiel que l'Union recèle pour la jeunesse. Erasmus+ offre aux jeunes de vastes possibilités, que ce soit en matière d'éducation et de formation, de promotion de l'activité physique, ainsi que sous la forme d'activités d'apprentissage non formel ou informel, pour leur permettre de s'engager davantage dans la société et sur le marché du travail et de nouer des liens avec leurs pairs dans d'autres pays. Toutes ces possibilités favorisent le développement des compétences sociales et interculturelles et la promotion des valeurs de l'UE. Je suis prêt à soutenir pleinement les efforts de la vice-présidente exécutive chargée des personnes, des compétences et de l'état de préparation en vue de renforcer Erasmus+, comme annoncé dans les orientations politiques, afin que les participants développent leurs compétences, créent des expériences communes et forgent une meilleure compréhension mutuelle. Je pense que cela contribuerait aussi à accroître l'adhésion des jeunes au projet européen et leur engagement en faveur de la démocratie.

Pour parvenir à accroître la participation des jeunes à la démocratie, j'entends établir des liens entre les initiatives existantes et les nouvelles initiatives prévues afin qu'elles se renforcent mutuellement. Je créerais des synergies entre le «test jeunesse», les dialogues annuels sur la politique de la jeunesse avec les commissaires, le dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse, la nouvelle plateforme des acteurs de la jeunesse et le comité consultatif des jeunes auprès de la présidence, que je contribuerai à mettre en place, si ma désignation est confirmée.

Dans le même esprit, il est essentiel de faire en sorte que les mesures que prend l'UE en matière de politique de la jeunesse soient élaborées en synergie avec la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant. Même si les deux dossiers concernent en principe des groupes d'âge différents, avec des droits et des besoins juridiques différents, il est essentiel de veiller à la continuité des actions et des politiques entre les deux pour atteindre les objectifs de l'UE, y compris en faveur de l'équité intergénérationnelle.

En tant que tout premier commissaire désigné pour l'équité intergénérationnelle, j'attache une importance particulière à l'instauration d'une culture véritable et durable de la démocratie participative qui s'applique à tous les âges, y compris aux personnes âgées. Si ma désignation est confirmée, je travaillerai en étroite collaboration avec le commissaire chargé de la démocratie, de la justice et de l'état de droit afin de renforcer l'autonomisation démocratique et la représentation des jeunes, notamment en ce qui concerne leurs droits électoraux en tant que primo-électeurs. La promotion des droits liés à la citoyenneté de l'Union et de l'engagement démocratique des citoyens est fondamentale pour nos démocraties.

4. La désillusion politique, la polarisation, le manque de perspectives et d'espoir pour l'avenir chez les jeunes figurent parmi les plus grands défis pour la démocratie et pour le projet européen en tant que tel. Comment comptez-vous remédier à la désillusion politique généralisée, dont nous avons récemment été témoins lors des élections européennes? Dans ce contexte, comment comptez-vous traiter l'incidence des médias sociaux sur les jeunes et sur leur bien-être général, y compris les questions liées au temps excessif d'écran, au cyberharcèlement ainsi qu'aux incidences de ces phénomènes sur la compréhension politique des jeunes et leur engagement?

En investissant dans la jeunesse et les générations futures de l'UE, nous pouvons maintenir des bases solides pour une Europe unie et démocratique, dans laquelle les valeurs et les principes de l'UE continueront de prospérer pendant les décennies à venir. Être jeune en 2024, c'est être confronté à un ensemble unique de défis. Les tendances et les statistiques récentes relatives à la désillusion politique des jeunes sont préoccupantes; il est donc urgent de déployer des efforts soutenus et concertés pour en identifier et traiter les causes profondes.

La désillusion présente de multiples facettes et résulte de plusieurs facteurs. On observe notamment des tentatives manifestes, de la part de régimes autoritaires et d'acteurs non démocratiques, de créer des divisions au sein des sociétés européennes et de les exacerber. Ces acteurs cherchent à semer la méfiance et à exploiter la désillusion à l'égard des institutions démocratiques établies, ainsi qu'à saper le processus démocratique dans l'UE, ce qui affaiblit la voix démocratique des citoyens et de la société civile. Les jeunes sont constamment exposés à des tactiques telles que la désinformation. C'est particulièrement le cas dans le monde en ligne où, par des méthodes visant à amplifier la polarisation, on insuffle aux jeunes un sentiment d'insécurité et de vulnérabilité, ce qui affecte

la confiance qu'ils ont dans la démocratie et les institutions établies. Ils doivent naviguer dans un monde en évolution rapide, sans cesse confrontés au cyberharcèlement et à d'autres menaces en ligne et hors ligne.

Je suis fermement décidé à utiliser tous les outils à ma disposition, notamment l'élaboration de politiques axées sur la jeunesse et la promotion du dialogue, afin de réunifier nos sociétés et de soutenir les jeunes, en m'appuyant sur nos valeurs européennes communes. Nous devons travailler ensemble pour faire en sorte que les jeunes acquièrent les compétences, les connaissances et la confiance dont ils ont besoin pour être des citoyens responsables, engagés et actifs.

Pour aider les jeunes à relever les défis, nous devons établir des collaborations entre différents domaines d'action, en nous appuyant sur un cadre réglementaire déjà solide. Le cyberharcèlement est une autre préoccupation majeure pour nos jeunes et, si ma désignation est confirmée, l'une des missions sur lesquelles je me concentrerai dans mon domaine de compétence sera de lutter contre les comportements abusifs en ligne en présentant un plan d'action contre le cyberharcèlement. Il faudra absolument suivre une approche globale qui aborde la problématique sous différents angles, en intégrant la prévention des pratiques en ligne préjudiciables et en assurant la participation du secteur de l'éducation, de différents acteurs de la société civile et des signaleurs de confiance dans le cadre du règlement sur les services numériques.

Notre société numérique offre d'énormes possibilités mais peut aussi avoir des effets négatifs sur la santé physique, le bien-être mental et la sécurité des personnes. Nous devons protéger en particulier les enfants et les jeunes, qui sont vulnérables aux dommages que peuvent causer les médias sociaux et à une exposition excessive aux écrans. Si je suis confirmé en tant que commissaire, je travaillerai en étroite collaboration avec le commissaire chargé de la santé, avec la commissaire chargée de l'état de préparation et de la gestion des crises ainsi que de l'égalité, et avec la vice-présidente exécutive chargée de la souveraineté technologique, de la sécurité et de la démocratie, pour préparer une enquête à l'échelle de l'UE sur les incidences plus larges des médias sociaux sur le bien-être.

La nécessité de soutenir l'engagement des jeunes dans le processus démocratique et de lutter contre les pressions exercées sur les jeunes aujourd'hui alimentera aussi les travaux que va mener le commissaire à la démocratie, à la justice et à l'état de droit sur le nouveau bouclier européen de la démocratie. Des défis tels que la désinformation et la manipulation de l'information depuis l'étranger touchent les jeunes de manière spécifique. La capacité des médias sociaux à amplifier les voix et les mouvements en a fait un outil puissant de participation des jeunes, mais pour naviguer dans cet environnement, faire preuve d'esprit critique est indispensable. Il sera essentiel d'investir dans l'éducation au numérique et aux médias pour permettre aux jeunes Européens d'évaluer de manière critique les informations, d'être en sécurité lorsqu'ils utilisent l'internet et de gérer la complexité des médias sociaux et des technologies. Un niveau d'instruction supérieur renforcerait également leur capacité à participer activement à la vie démocratique et à participer aux processus d'élaboration des politiques. Si ma désignation est confirmée, je travaillerai en étroite collaboration avec mes collègues pour intégrer les considérations relatives à la jeunesse dans ces politiques et pour promouvoir une consultation approfondie des représentants des jeunes.

5. Tout en tenant compte des implications spécifiques à l'intelligence artificielle, quelle est votre vision pour la sauvegarde et la promotion des secteurs et industries de la culture et de la création en Europe? Que doit inclure une boussole culturelle efficace pour garantir que la culture et le patrimoine culturel demeurent financés et préservés au cœur même de l'élaboration des politiques européennes? Plus concrètement, compte tenu de la pression croissante qui pèse sur le budget de l'Union, comment comptez-vous veiller à ce qu'Europe créative, le seul programme européen exclusivement consacré aux secteurs de la culture et de la création, ne soit pas réduit dans le budget actuel de l'Union et soit renforcée dans le prochain CFP?

La culture et la diversité du patrimoine culturel sont l'âme même de notre mode de vie européen, une précieuse ressource économique, l'ADN de notre société. Pour préserver et promouvoir la diversité et le dynamisme des secteurs de la culture et de la création, il convient d'adopter une approche globale en reconnaissant pleinement d'une part la valeur intrinsèque de la culture et son rôle vital en tant que moteur de la cohésion sociale et du développement, et d'autre part un secteur qui joue un rôle crucial dans l'UE en termes d'innovation et de compétitivité. Si je suis confirmé dans ma fonction, je m'emploierai à maximiser la contribution du secteur culturel à l'économie de l'UE et au bien-être des citoyens.

Les secteurs et industries de la culture et de la création contribuent à hauteur de près de 4 % au PIB de l'UE et représentent environ 8 millions d'emplois. Ils sont également essentiels au développement local et régional. Ils jouent un rôle de catalyseur de la régénération urbaine et pour l'attractivité de nos régions. Favoriser la compétitivité des secteurs et industries de la culture et de la création est un aspect essentiel de notre vision pour leur avenir. Si ma désignation est confirmée, je m'attacherai à relever les principaux défis et à mobiliser le potentiel

d'innovation du secteur pour stimuler sa compétitivité et préserver son avenir. Tout aussi important, je poursuivrai le travail entamé pour soutenir les PME de la culture et de la création en les aidant à rester compétitives, par exemple en encourageant le soutien aux entreprises et les possibilités de réseautage.

Les secteurs et industries de la culture et de la création dans l'UE opèrent dans un paysage en constante évolution et sont confrontés à un certain nombre de réalités nouvelles. Il en résulte pour eux de nouveaux défis, notamment ceux liés aux conditions de travail des artistes et des professionnels de la création, aux pénuries de compétences, à l'impact du changement climatique sur notre patrimoine culturel et aux effets de l'intelligence artificielle. Pour relever ces défis, les secteurs et industries de la culture et de la création ont besoin d'un soutien sur mesure. L'UE a pris des mesures importantes pour mettre en place un cadre réglementaire solide qui soutienne l'économie de la création et la diversité culturelle, mais il reste encore beaucoup à faire. L'intelligence artificielle offre également d'importantes possibilités aux secteurs et industries de la culture et de la création en Europe, notamment dans la lutte contre le trafic illicite de biens culturels, l'amélioration de l'accès à la culture et la préservation du patrimoine culturel.

En m'appuyant sur la réglementation existante, et notamment sur le règlement sur l'intelligence artificielle, je travaillerai, avec la vice-présidente exécutive chargée de la souveraineté technologique, de la sécurité et de la démocratie, à l'élaboration d'une stratégie européenne en matière d'intelligence artificielle pour les secteurs et industries de la culture et de la création. Plutôt que se substituer à l'être humain, l'intelligence artificielle devra permettre et renforcer la créativité humaine et préserver la diversité culturelle et linguistique, tout en nous aidant à rester compétitifs sur le marché mondial.

La prospérité des secteurs et industries de la culture et de la création, ainsi que des PME culturelles et créatives, repose sur l'acquisition, par les personnes concernées, des compétences dont elles ont besoin pour rester compétitives. Il s'agit notamment des compétences numériques, en particulier dans le domaine des technologies avancées, et des compétences entrepreneuriales, y compris en matière de propriété intellectuelle. C'est pourquoi je travaillerai en étroite collaboration avec la vice-présidente exécutive chargée des personnes, des compétences et de l'état de préparation afin de renforcer les efforts actuellement déployés dans le cadre des partenariats à grande échelle pour les compétences dans les secteurs et industries de la culture et de la création, et de promouvoir la connaissance en matière de propriété intellectuelle et la protection de celle-ci.

Une approche globale de la culture nécessite une collaboration de l'ensemble de la Commission et une vision commune de toutes les parties prenantes. Si ma désignation est confirmée, je mènerai les travaux visant à élaborer une nouvelle boussole culturelle pour l'UE, qui constituera le cadre stratégique global destiné à orienter les multiples dimensions de la culture et à en tirer parti. Dans l'esprit des orientations politiques, la nouvelle boussole culturelle améliorerait la cohérence et la visibilité de l'action de l'UE en faveur de la diversité culturelle de l'Europe et de son riche patrimoine culturel, dans l'intérêt de tous les Européens. Je concentrerais mes efforts sur une maximisation des synergies entre les politiques de l'UE, dans leurs dimensions tant intérieure qu'extérieure, et pour les secteurs et industries de la culture et de la création. Les liens entre culture et santé pourraient être renforcés sur la base d'éléments objectifs et de recommandations issues de l'action préparatoire de l'UE «CultureForHealth». Des actions ciblées soutiennent la culture dans les régions d'Europe, ce qui est essentiel pour assurer un développement durable, attirer les jeunes et lutter contre le déclin démographique. Un meilleur ajustement entre les multiples instruments de politique culturelle contribuerait à soutenir et à enrichir la culture et le patrimoine culturel de l'Europe pour les générations futures. Cette approche devrait également être prise en compte dans la réflexion sur l'importance que revêtent, pour la culture, de nombreuses autres politiques de l'UE telles que le développement régional et l'innovation.

En ce qui concerne le financement et l'investissement publics, la priorité numéro un consistera à assurer l'utilisation des ressources disponibles au titre de NextGenerationEU et de programmes couverts par le budget actuel; en effet, outre le programme «Europe créative», le soutien à la culture en tant que domaine d'action horizontal est mentionné dans près de 20 autres instruments de financement de l'UE. Il nous reste encore à mettre au point le futur cadre financier pluriannuel et ses instruments. Nous devons d'abord nous poser la question de savoir ce que nous devrions financer, puis déterminer quelle est la meilleure façon d'atteindre nos objectifs et de maximiser les résultats sur le terrain. C'est ainsi que nous rendrons notre financement plus efficace. Ce qui est certain, c'est que nous avons besoin d'une approche plus stratégique de la culture, propre à déclencher une interaction dynamique entre la vitalité commerciale et sociétale des industries culturelles et créatives. Je m'emploierai à déterminer les meilleurs moyens d'y parvenir et de participer aux travaux de la Commission dans son ensemble afin d'élaborer la meilleure combinaison d'instruments possible pour la prochaine proposition de cadre financier pluriannuel.

6. Comment envisagez-vous de préserver la diversité culturelle et linguistique, la liberté artistique, de renforcer la collaboration culturelle et l'accès du public à la culture, de promouvoir le rôle de la culture en tant que moyen d'inclusion, de garantir la visibilité des contenus créatifs européens en ligne et de soutenir l'amélioration de la situation professionnelle et sociale des artistes et autres professionnels des secteurs de la culture et de la création? En outre, comment comptez-vous promouvoir les œuvres européennes au niveau international et améliorer les relations culturelles internationales?

La diversité culturelle et linguistique est une valeur essentielle, une caractéristique intrinsèque de l'UE. Les nombreuses initiatives de l'UE visant à promouvoir et à préserver la diversité culturelle comprennent des mesures réglementaires, des programmes de financement et des initiatives phares telles que l'espace européen de données pour le patrimoine culturel ou le nuage collaboratif européen au service du patrimoine culturel. L'UE a le statut de signataire à part entière de la convention de l'UNESCO de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Si je suis confirmé comme membre de la Commissaire, je m'appuierai sur ces initiatives pour continuer à défendre la diversité culturelle; ce sera un élément central de mon mandat.

La directive «Services de médias audiovisuels», principal élément constitutif de la réglementation de l'UE sur les médias, contient des règles visant à favoriser la diversité culturelle en assurant la présence et la visibilité des contenus créatifs européens dans les services de diffusion en continu et en encourageant les investissements dans ces contenus. La directive reconnaît également aux États membres la possibilité de prendre des mesures pour assurer la visibilité des services de médias audiovisuels d'intérêt général afin de favoriser le pluralisme des médias, la liberté d'expression et la diversité culturelle. L'étude actuellement menée sur la découvrabilité des contenus créatifs européens en ligne contribuera à identifier les problèmes et à recenser des solutions innovantes pour faire en sorte que la diversité culturelle et linguistique européenne soit préservée également dans le monde numérique. Si ma désignation est confirmée, je m'emploierai à tirer le meilleur parti de ces règles, en les mettant pleinement en œuvre et en étudiant ce qu'il est possible de faire de plus.

La liberté d'expression artistique est essentielle pour les sociétés démocratiques et la diversité culturelle. La protéger contre les ingérences politiques et la censure est indispensable pour construire un espace culturel européen commun. Si ma désignation est confirmée, je collaborerai avec le commissaire à la démocratie, à la justice et à l'état de droit pour associer le Parlement européen, les États membres et la société civile à un effort commun pour défendre la liberté des artistes. Il convient d'employer tous les outils disponibles pour soutenir cette priorité importante, notamment en mobilisant nos programmes de financement, comme c'est actuellement le cas pour le programme «Europe créative», qui finance des projets de coopération culturelle et des réseaux culturels.

Préserver la diversité culturelle et le processus créatif passe aussi par la création d'un environnement propice aux professionnels de la culture. Je partage les préoccupations concernant les conditions de travail des artistes et des travailleurs dans les secteurs de la culture et de la création. Je suis déterminé à poursuivre les travaux engagés sous la précédente Commission en réponse au rapport d'initiative législative du Parlement européen visant à améliorer la situation professionnelle et sociale des artistes et des autres professionnels des secteurs de la culture et de la création. Si ma désignation est confirmée, je coopérerai étroitement avec les commissaires ayant les compétences correspondantes dans leur portefeuille afin de déterminer les possibilités d'action future de l'UE dans ce secteur. Je travaillerai aussi en étroite collaboration avec le Parlement européen, les États membres, les partenaires sociaux et les parties prenantes pour progresser sur cette question importante. La première étape que j'envisage serait d'organiser une table ronde à haut niveau avec les parties prenantes concernées, afin que nous continuions à tracer ensemble la voie à suivre en la matière.

La culture et le patrimoine rassemblent les personnes et favorisent un sentiment d'appartenance. Cependant, le statut socioéconomique, le handicap, la situation géographique et d'autres facteurs créent des inégalités en matière d'accès à la culture et au patrimoine. Or, la participation culturelle renforce la démocratie et favorise un engagement plus actif des citoyens. Si ma désignation est confirmée, je travaillerai en étroite collaboration avec le Parlement européen, les États membres et les autres partenaires et parties prenantes concernés afin de rendre les expériences et le patrimoine culturels plus accessibles et plus inclusifs, notamment pour les jeunes.

À l'heure où nos valeurs et notre sécurité sont menacées par des instabilités géopolitiques croissantes, la culture peut et devrait jouer un rôle plus important à l'échelle mondiale. La culture contribue à établir des partenariats sur un pied d'égalité, à promouvoir des valeurs et à soutenir la paix, la sécurité et une croissance durable. Préserver le patrimoine culturel, en particulier dans les régions politiquement fragiles, est notre devoir et notre responsabilité communs; si ma désignation est confirmée, ce sera l'une de mes priorités. Dans le cadre de notre soutien global à l'Ukraine, il est particulièrement important pour moi d'agir pour protéger le patrimoine culturel riche et unique de ce pays.

Si je suis confirmé dans ma fonction, je travaillerai en étroite collaboration avec la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/vice-présidente de la Commission européenne et avec d'autres commissaires compétents afin de mobiliser le pouvoir de la culture dans l'action extérieure de l'UE. L'UE est attachée à renforcer la dimension culturelle du développement durable. Si le Parlement confirme ma désignation, je soutiendrai les efforts internationaux visant à renforcer le rôle de la culture dans le contexte des objectifs de développement durable au-delà de 2030. Le développement des relations culturelles internationales et la promotion des œuvres européennes à l'étranger nécessitent une coopération étroite avec les États membres, les instituts culturels nationaux et leur réseau européen, notre réseau de délégations de l'UE et d'autres parties prenantes de la culture, notamment les réseaux et plateformes soutenus par Europe créative. Je m'emploierai aussi à poursuivre le renforcement des capacités, à améliorer les possibilités de réseautage et la diffusion des meilleures pratiques parmi les membres du réseau «Europe créative».

7. Comment comptez-vous œuvrer pour renforcer le modèle sportif européen fondé sur des valeurs, la solidarité et l'inclusion et de promouvoir le sport en tant qu'outil permettant d'améliorer le bien-être physique et mental pour tous, toutes générations confondues, tout en contribuant à la cohésion des sociétés? En outre, comment comptez-vous collaborer avec les autres membres du collège et les DG afin de créer des synergies fortes entre la politique sportive et la politique de l'éducation et de renforcer la diplomatie sportive européenne?

Le sport est de plus en plus reconnu comme un bien public et un atout européen précieux, que ce soit sur les plans économique, social, politique ou culturel. Cette conception ouvre la perspective d'une action plus ferme au niveau européen afin de contribuer à promouvoir et protéger notre modèle sportif européen.

Ce modèle a récemment été remis en question de nombreuses manières – pensons à l'impact de la pandémie de COVID-19, aux investissements massifs d'États étrangers dans le sport européen, et aux problèmes importants qui touchent à la gouvernance, au bien-être et à la viabilité financière dans le sport. La Cour de justice de l'Union européenne a quant à elle rendu des arrêts très médiatisés, qui peuvent avoir un réel impact sur la manière dont le sport est organisé en Europe.

Le renforcement du modèle sportif européen fondé sur la solidarité, les valeurs et la compétitivité sera l'une de mes principales priorités, si ma désignation est confirmée. Je travaillerai en coopération étroite et permanente avec les acteurs concernés pour préserver les principales caractéristiques de ce modèle, notamment l'autonomie et la bonne gouvernance du sport, l'ouverture des compétitions, la valeur du mérite, la solidarité, l'interdépendance entre le sport d'élite et le sport de masse et le rôle des bénévoles.

Nous devons continuer à œuvrer au renforcement du modèle sportif européen. Celui-ci est confronté à des défis de longue date, tels que la sous-représentation persistante des femmes dans le sport et en particulier dans la gouvernance du sport, mais aussi les discours de haine, les insultes et les discriminations, ou encore les affaires de corruption et de dopage. Les enjeux pour le sport européen sont importants, c'est la raison pour laquelle une nouvelle stratégie ambitieuse sur l'avenir du modèle sportif européen est nécessaire. Si ma désignation est confirmée, j'entamerai un dialogue avec le Parlement européen, le mouvement sportif dans toute sa diversité et les États membres afin que les points de vue de toutes les parties prenantes soient pris en considération pour relever ces défis. Dans le plein respect de l'autonomie des organisations sportives, j'examinerai et faciliterai la recherche de solutions communes.

Investir dans le sport, c'est aussi investir dans la santé publique. Selon l'étude «StepUp!» de l'OMS et de l'OCDE parue en 2023, si les pays de l'UE luttaienent contre l'inactivité physique dans l'ensemble de leur population, ils économiseraient 0,6 % de leur budget de santé en moyenne et plus de 10 000 décès prématurés pourraient être évités chaque année. On estime que chaque euro investi dans l'accroissement de l'activité physique produirait en retour 1,7 euro sous forme de gains économiques. Par ailleurs, le sport a une valeur sociale importante. On ne peut nier sa valeur immatérielle en termes de renforcement des communautés, de promotion des compétences sociales ou d'inclusion. Le sport est un moteur de changement social, de construction et de renforcement de communautés cohésives et de valeurs communes. Il joue un rôle essentiel dans la promotion du bien-être tant physique que mental pour toutes les générations, en favorisant des modes de vie plus sains tout en renforçant le tissu de nos sociétés. Si ma désignation est confirmée, ma priorité sera la participation sportive de tous, avec une attention particulière pour les personnes moins favorisées. Inspiré par ma participation à la campagne #BeActive au début de cette année, mon ambition est de promouvoir encore davantage la semaine européenne du sport et la campagne #BeActive, en tirant pleinement parti des possibilités qu'offre Erasmus+ pour soutenir le sport de masse. Je serais heureux, sur ces initiatives et d'autres, de collaborer avec le Parlement européen pour promouvoir le sport pour tous.

Je souhaiterais étudier une éventuelle mise à jour de la recommandation du Conseil sur la promotion transversale de l'activité physique bienfaisante pour la santé, en insistant notamment sur l'importance de l'accès au sport et de l'activité physique pour chaque personne, indépendamment de son âge, de son milieu ou de ses capacités, et sur le rôle que le sport peut jouer dans la promotion de la santé mentale et la formation de communautés cohésives.

Je suis également déterminé à promouvoir les synergies entre la politique sportive et la politique de l'éducation. Le sport est un excellent moyen, en particulier pour les jeunes, d'acquérir des compétences sociales et personnelles transférables, et de préparer la réussite de leur vie tant personnelle que professionnelle. Étant moi-même actif dans un club de football local, je peux témoigner que grâce au sport, les enfants et les jeunes apprennent l'importance du fair-play, du leadership et du travail d'équipe. Si je suis confirmé dans ma fonction, je collaborerai avec la vice-présidente exécutive chargée des personnes, des compétences et de l'état de préparation afin d'aider davantage les États membres à faire en sorte que nos jeunes aient accès à une éducation physique et à une offre sportive de qualité favorisant leur développement général et leur bien-être.

Le sport et ses principes de respect et de fair-play unissent les personnes par-delà les frontières et contribuent à combler les clivages sociaux, culturels et économiques. Le sport a par ailleurs une dimension politique indéniable et est souvent utilisé comme instrument de pouvoir d'influence. J'ai été impressionné de voir à quel point les récents Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 ont réussi à mettre en valeur le mode de vie européen et nos valeurs communes de tolérance, d'égalité, de respect et de solidarité, ainsi que d'équité et d'unité.

Pour préserver l'héritage de Paris 2024 et faire en sorte que les grands événements sportifs contribuent à diffuser des valeurs positives et à promouvoir la paix, la liberté et les droits de l'homme au niveau mondial, je soutiendrai un dialogue sur la diplomatie sportive avec la communauté sportive internationale et européenne. Compte tenu de la nature transversale de ces travaux, je me concerterai avec d'autres membres du collège et services de la Commission, ainsi qu'avec la HRVP. Comme sur le terrain sportif, nous sommes plus forts lorsque nous jouons en équipe.

Question de la commission de l'emploi et des affaires sociales

8. Dans votre lettre de mission, vous êtes chargé d'élaborer une stratégie sur l'équité intergénérationnelle et de mettre en œuvre des tests jeunesse. Toutefois, une approche intergénérationnelle doit être globale et centrée sur toutes les générations. Quelles actions et mesures proposeriez-vous pour garantir l'inclusion sociale de toutes les générations et leur pleine participation à la société et à l'économie? Quelles initiatives législatives envisagez-vous en ce qui concerne la jeunesse et l'équité intergénérationnelle et comment coopérez-vous avec le vice-président exécutif désigné Minzatu dans ce contexte?

Je suis fier d'avoir été choisi par la présidente pour le poste de tout premier commissaire à l'équité intergénérationnelle. Je suis attaché à une approche qui réponde de manière globale aux besoins et aux aspirations de toutes les générations, qui s'appuie sur le passé et prépare l'avenir. Nous devons tendre à un équilibre entre les besoins et les défis des différentes générations; cela est essentiel pour la cohésion sociétale et le bien-être de tous les groupes d'âge. Une enquête Eurobaromètre de 2022 a livré une conclusion intéressante: le taux de satisfaction dans la vie exprimé par les citoyens a tendance à être plus élevé dans les pays où les inégalités liées à l'âge sont plus faibles. Il s'agit donc d'un facteur déterminant pour notre bien-être sociétal.

Si ma désignation est confirmée, je soutiendrai le recours à la prospective stratégique dans l'ensemble de la Commission pour éclairer l'élaboration des politiques et la planification stratégique, permettre à l'UE d'atteindre ses objectifs stratégiques et renforcer notre état de préparation en vue de mieux faire face aux risques et d'exploiter les possibilités qui pourraient se présenter pour les générations futures. S'agissant de l'équité intergénérationnelle, j'ai été chargé d'élaborer une stratégie exposant comment nous pouvons renforcer la communication entre les générations et faire en sorte que les intérêts des générations actuelles et futures soient respectés tout au long de nos processus d'élaboration des politiques et de la législation. Mes priorités consisteraient notamment à promouvoir l'apprentissage intergénérationnel, à encourager la constitution d'une main-d'œuvre multigénérationnelle et à soutenir les soins de proximité ou la cohabitation intergénérationnelle, afin de renforcer la solidarité et de conserver le capital humain, tout en atténuant les problèmes démographiques.

La solidarité entre les générations est inscrite dans les traités et la pleine participation de toutes les générations à la société, à la démocratie et à l'économie est fondamentale. Les domaines d'action concernés vont de l'éducation et de la jeunesse à la politique climatique en passant entre autres par la santé et le bien-être, l'égalité, l'emploi et les affaires sociales, la politique budgétaire ou le logement, la sécurité et la défense. Si ma désignation est confirmée, j'intégrerai aussi la dimension de l'équité intergénérationnelle dans les domaines spécifiques dont

j'aurai la responsabilité. Le «test jeunesse» contribuera à pérenniser notre mode d'élaboration des politiques et favorisera l'équité intergénérationnelle.

Je suis convaincu que, dans le cadre de nos efforts pour promouvoir l'équité intergénérationnelle, la priorité devrait être d'aider les États membres à entreprendre des réformes qui couvriront la vie entière: faciliter l'allongement de la vie en bonne santé et de la vie professionnelle, combler les lacunes en matière d'accès à la protection sociale pour les personnes actives dans des formes d'emploi atypiques et les travailleurs indépendants, combler les écarts entre les hommes et les femmes à tout âge et renforcer les compétences et la participation des jeunes et des personnes âgées au marché du travail. Nous devons en outre redoubler d'efforts pour lutter contre la pauvreté à tout âge et faciliter un accès abordable aux biens et aux services, notamment l'énergie et les transports, ainsi que l'accès à un logement abordable.

Si ma désignation est confirmée, j'utiliserai la prospective stratégique pour soutenir les travaux d'élaboration des politiques au sein du collège, notamment avec la vice-présidente exécutive chargée des personnes, des compétences et de l'état de préparation. Un mandat de cinq ans offre à la Commission une chance à saisir pour prendre conscience du monde qui nous attend et en approfondir la compréhension, mieux nous préparer et assurer la pérennité de nos politiques. Cette préparation contribue directement à l'équité intergénérationnelle, dans le cadre de notre mission générale consistant à bâtir une société prospère, diverse et équitable.

Question de la commission des affaires juridiques

9. Piliers de la stratégie en matière de droits de l'enfant – Une justice adaptée aux enfants dans les aspects du droit civil et de la famille et l'amélioration de la législation

Comme indiqué dans votre lettre de mission, vous serez responsable de la mise en œuvre de la stratégie de l'Union sur les droits de l'enfant de 2021, qui se poursuivra au cours de la législature actuelle. Deux des principaux piliers de la stratégie de l'Union sont une justice adaptée aux enfants et la participation des enfants à la vie politique et démocratique, et la commission JURI est compétente, entre autres, pour ce qui est du droit civil et du droit de la famille, ainsi que de l'amélioration de la réglementation et de l'analyse d'impact de la législation de l'Union. Pourriez-vous expliquer comment vous allez collaborer dans la pratique avec les commissaires chargés des dossiers en cours et futurs dans ces domaines et si vous soutiendrez l'existence de la plateforme de participation des enfants de l'Union, en guise d'outil de consultation pour les propositions à venir qui influenceront la vie et le bien-être de la plus jeune génération de l'Union?

La stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant est notre boussole pour promouvoir et protéger les droits des enfants dans l'ensemble de l'UE. Une justice adaptée aux enfants est l'un des domaines thématiques de la stratégie, sur lequel nous continuerons à faire porter nos efforts pour que les enfants vivent au mieux leurs contacts avec le système judiciaire. Si ma désignation est confirmée, je collaborerai avec les membres compétents du collège pour assurer la mise en œuvre pratique de l'acquis de l'UE en droit civil, pénal et administratif (par exemple dans les procédures liées à la migration) afin que les enfants soient protégés dans le cadre des procédures judiciaires.

Dans le domaine du droit civil et du droit de la famille, et en particulier dans le contexte d'une justice adaptée aux enfants, mon objectif premier serait de garantir l'égalité de traitement de tous les enfants dans des situations transfrontières, chaque mesure devant être fondée sur l'intérêt supérieur de l'enfant. J'envisage comme priorités d'intensifier le contrôle de l'application des instruments existants en matière de droit de la famille, tels que le règlement Bruxelles II ter, par les États membres, et de faciliter l'adoption du règlement sur la reconnaissance de la filiation. Si ma désignation est confirmée, je collaborerai étroitement avec le commissaire à la démocratie, à la justice et à l'état de droit, compétent pour les questions de droit civil et de droit de la famille, pour assurer le suivi de ces priorités.

Conformément aux orientations politiques, je m'engage à faire en sorte que les enfants et les jeunes puissent faire entendre leur voix pour contribuer à façonner l'avenir. La participation à la vie politique et démocratique est un autre domaine thématique de la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant. La plateforme européenne de participation des enfants est un moyen innovant de promouvoir la participation des enfants à tous les niveaux – européen, national et local – et offre un cadre sûr pour mener un dialogue constructif avec les jeunes citoyens de l'UE, en les associant aux décisions prises au niveau de l'UE. Si ma désignation est confirmée, je veillerai à ce que les actions en faveur de la participation des enfants et des jeunes soient développées en synergie notamment avec des initiatives plus larges telles que le bouclier de la démocratie.

Question de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures

10. Votre mission est axée sur la mise en œuvre de la stratégie de l'Union sur les droits de l'enfant de 2021 ainsi que sur l'adoption d'initiatives qui garantissent que les jeunes peuvent contribuer à façonner l'avenir de l'Union. Quelles mesures concrètes allez-vous prendre pour renforcer la participation des enfants et des jeunes au processus décisionnel et, surtout, pour l'harmoniser dans l'ensemble de l'Union? Envisagez-vous un mécanisme de suivi des processus participatifs pour les enfants et les jeunes, qui garantirait la prise en compte des processus de consultation des enfants et des jeunes? Pourriez-vous préciser le concept de «test jeunesse» et la structure des «dialogues sur la politique en faveur de la jeunesse»? Quels sont les acteurs qui y participeront? Quels domaines/thèmes comptez-vous cibler? Votre mission semble manquer de références aux initiatives relatives aux enfants à l'ère numérique. Envisagez-vous de prendre des initiatives concrètes dans ce domaine?

Par exemple, quelle est votre stratégie pour réduire le cyberharcèlement, et pensez-vous que les campagnes d'information, l'éducation et la formation aux médias sont des outils efficaces pour lutter contre le temps d'écran excessif et les effets négatifs des médias sociaux pour les jeunes? Quels seraient les résultats idéaux d'une enquête de l'Union sur l'impact plus large des médias sociaux, et prévoyez-vous des résultats différents par rapport aux études précédentes? En outre, quelles mesures êtes-vous prêt à prendre pour assurer la protection des enfants victimes de cyberharcèlement dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de l'Union sur les droits de l'enfant?

La stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant est le cadre général de référence qui permettra d'adapter les mesures à prendre pour nous attaquer aux défis émergents tels que mentionnés dans les orientations politiques et dans ma lettre de mission. Si ma désignation est confirmée, je coopérerai étroitement avec les autres membres du collège pour faire en sorte que la législation et les programmes de financement répondent aux besoins urgents des enfants, en veillant aux synergies entre toutes les politiques pertinentes de l'UE. Les enfants ont un droit de participation à la vie politique et démocratique. Il s'agit de l'un des aspects importants couverts par la stratégie de l'UE. Lorsqu'ils comprennent l'importance d'une citoyenneté active, les enfants deviennent en grandissant de jeunes citoyens actifs. Comme je l'ai expliqué dans ma réponse à la neuvième question, la plateforme européenne de participation des enfants est un instrument essentiel pour associer les enfants aux décisions prises au niveau de l'Union, en coopération avec le Parlement européen. Si ma désignation est confirmée, mon intention est de veiller à ce que la plateforme favorise la participation des plus jeunes citoyens afin qu'ils contribuent à façonner leur avenir, dans le prolongement des actions de participation de la jeunesse. Étant donné que la Commission associe de plus en plus d'enfants à ses activités, j'estime crucial d'appliquer des cadres de protection des enfants dans ces actions et je travaillerai en ce sens.

Le «test jeunesse» sera l'un des instruments essentiels pour poursuivre le travail visant à permettre aux jeunes européens d'être des acteurs du changement. Si je suis confirmé dans ma fonction, je veillerai, en mettant en œuvre le «test jeunesse», à ce que la voix des jeunes soit systématiquement prise en compte dans tous nos domaines d'action. Ainsi que je l'ai aussi expliqué dans ma réponse à la troisième question, grâce au «test jeunesse», la Commission examinera toutes les initiatives relevant de son programme de travail annuel afin de vérifier si elles présentent un intérêt significatif pour les jeunes; dans l'affirmative, elle organisera des consultations spécifiques auprès des jeunes.

Il nous faut une approche commune à plusieurs domaines d'action pour répondre aux préoccupations des jeunes telles que la santé mentale et le bien-être, le logement, les effets du changement climatique, le développement des compétences, les médias sociaux. Pour que les jeunes d'horizons divers aient la possibilité d'expliciter leurs opinions, d'exprimer leurs idées et de participer à des discussions constructives, je soutiendrai l'organisation des dialogues annuels sur la politique de la jeunesse, qui débiteront dès les 100 premiers jours de la mandature. Je contribuerai aussi à la mise en place du comité consultatif des jeunes auprès de la présidence, qui la conseillera sur des questions importantes pour la jeunesse et jouera le rôle de comité de réflexion sur les idées proposées par la Commission.

Ainsi que les orientations politiques l'ont souligné, la protection de la santé mentale de nos enfants et de nos jeunes, en particulier en ligne, fait partie des plus grands défis que nous aurons à relever au cours de cette décennie. Il n'y a pas de place pour la violence, la haine, les insultes ou le harcèlement, que ce soit en ligne ou hors ligne, et nous devons relever les nouveaux défis des mondes virtuels, de l'intelligence artificielle et de la surexposition au numérique. Ces préoccupations doivent être au cœur de notre travail sur le cyberharcèlement, en collaboration avec les États membres. Ce travail passe premièrement par la prévention, la sensibilisation, la lutte contre les discriminations, les comportements abusifs et toxiques, la radicalisation et les discours de haine en ligne, afin que les enfants puissent grandir dans un climat de bien-être plus sûr à l'école, avec leurs amis et chez eux. Deuxièmement, les enfants devraient apprendre comment signaler les cas de harcèlement et bénéficier d'un soutien rapide et complet lorsqu'ils le font. Troisièmement, il est crucial que les autorités compétentes des États membres agissent à l'encontre des auteurs pour mettre fin aux comportements abusifs et toxiques.

La protection des droits de l'enfant présente une dimension numérique forte. Le règlement sur l'intelligence artificielle vise à trouver un équilibre entre l'innovation et la protection des droits fondamentaux, y compris les droits de l'enfant. Quant à l'initiative sur les mondes virtuels, son objectif est de faire en sorte que les métavers reflètent les valeurs de l'UE et les droits fondamentaux, y compris les droits de l'enfant. Une autre initiative clé pour améliorer la protection en ligne des enfants sera le règlement sur l'équité numérique, que le commissaire à la démocratie, à la justice et à l'état de droit est chargé d'élaborer. Je soutiendrai les travaux dans ce domaine si ma désignation est confirmée.

La directive sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, adoptée en mai 2024, exige pour la première fois que soient érigées en infractions certaines formes de cyberviolence à l'égard des femmes et des jeunes filles dans les États membres. Les nouvelles infractions pénales incluent le partage non consenti d'images intimes et le cyberharcèlement, des faits qui touchent de nombreux jeunes aujourd'hui. Si le Parlement me confirme dans ma fonction, je soutiendrai le membre de la Commission ayant l'égalité dans ses compétences afin de mettre en œuvre les nouvelles règles, en veillant particulièrement à ce que soient prévus des procédures et canaux de signalement adaptés aux enfants et des mesures de soutien pour les familles et les écoles. Je coopérerai également avec le commissaire chargé des affaires intérieures et de la migration dans son rôle de direction des travaux visant à mieux protéger les enfants contre les abus sexuels en ligne et hors ligne, ainsi qu'avec le commissaire à la démocratie, à la justice et à l'état de droit afin de veiller à ce que les systèmes judiciaires soient adaptés aux enfants en tant que victimes ou auteurs.

Les orientations politiques annoncent une enquête sur les conséquences plus larges des médias sociaux et, si ma désignation est confirmée, j'y contribuerai en accordant une attention particulière à l'impact des médias sociaux et d'une exposition excessive aux écrans sur les jeunes. Cette enquête nous aidera à vérifier les progrès accomplis par rapport aux évaluations précédentes et à identifier les défis qui subsistent, par exemple en ce qui concerne les pratiques commerciales addictives, préjudiciables ou agressives des entreprises, sans oublier l'état de santé des jeunes, à mesure que notre niveau de connaissance des environnements numériques et de résilience face à ces environnements s'accroît. Comme indiqué dans la lettre de mission de la commissaire à la santé, l'enquête devrait s'inscrire dans un débat fondé sur des données probantes. Je suis fermement convaincu que nous avons besoin d'un plan global pour préserver le bien-être mental et émotionnel des jeunes, qui prévoira des actions ciblant les responsables de l'élaboration des politiques, les gouvernements, les écoles, les familles et d'autres acteurs, travaillant tous ensemble pour atténuer les risques en ligne.

Si ma désignation est confirmée, je dirigerai les travaux sur le plan d'action contre le cyberharcèlement, en m'appuyant sur le volet numérique de la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant. Pour mettre au point des solutions efficaces, je mettrai à profit la stratégie de la Commission pour un internet mieux adapté aux enfants (BIK+), en tirant parti de la vaste expérience et de l'expertise du réseau de centres pour un internet plus sûr, que l'UE cofinance. Ces centres jouent un rôle crucial dans la lutte contre le cyberharcèlement par des actions de sensibilisation, la fourniture de ressources et d'outils destinés aux jeunes, aux parents et aux éducateurs, et en encourageant le signalement d'incidents et la recherche de soutien de la part des jeunes utilisateurs et de leurs familles. J'encouragerai les États membres à désigner, dans le cadre du règlement sur les services numériques, des signaleurs de confiance disposant d'une expertise avérée en matière de protection des mineurs, y compris contre le cyberharcèlement. Je perçois aussi la nécessité de réfléchir aux avantages potentiels d'un cadre commun de l'UE en matière de lutte contre le cyberharcèlement et d'élaborer une définition commune de ce comportement.

Étant donné que la lutte contre le cyberharcèlement repose sur une approche englobant l'ensemble de la société, le plan d'action s'appuiera largement sur les travaux menés dans le cadre d'autres portefeuilles, afin de couvrir des domaines tels que l'éducation, la société numérique, la lutte contre les discours de haine et la sécurité, ainsi que les dimensions de l'égalité et de la santé.